



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation des hôpitaux

Question au Gouvernement n° 4627

Texte de la question

SITUATION DES HÔPITAUX

M. le président. La parole est à M. François Ruffin.

M. François Ruffin. À l'hôpital de Bailleul, un patient est mort faute d'anesthésiste. Partout, les hôpitaux craquent. À Saint-Junien, Pontivy, Moissac, Senlis, Saint-Calais et Luçon, partout les urgences ferment la nuit ou le week-end, quand elles ne ferment pas tout court. Partout, des services de cardiologie, de neurologie ou de chirurgie ferment. Partout, ce sont des « pertes de chance », comme on dit dans votre jargon : des cancers qui ne sont pas découverts, des enfants qui ne sont plus suivis en pédiatrie. Partout, ce sont des soignants qui fuient, qui s'enfuient, parce qu'ils sont usés et épuisés, mais pas seulement : ils fuient et s'enfuient parce que vous les avez trompés !

Que s'est-il passé ? Pendant la crise sanitaire, comme pendant une épreuve, les soignants ont tenu sur leurs nerfs, mais aussi sur l'espoir. Le président Macron leur chantait de telles louanges, à eux les « héros en blouse blanche ». Il leur promettait un « après », où ils pourraient tout simplement faire leur métier. Ils y ont cru, mais qu'ont-ils vu, dans votre budget, l'an dernier ? Des économies de 1 milliard d'euros à l'hôpital et 5 700 suppressions de lits !

Plusieurs députés du groupe LaREM . C'est faux !

M. Erwan Balanant. Dix-neuf milliards !

M. François Ruffin. Il fallait oser. Chapeau ! En pleine année covid, vous avez réussi un exploit. Quel message avez-vous adressé ainsi aux soignants ? Celui qu'il n'y aura pas d'après et que rien ne changera jamais.

Je veux le dire aux infirmiers et aux usagers : l'hôpital ne meurt pas, il est tué ! (*M. Ugo Bernalicis applaudit.*)

Ce n'est pas le virus qui détruit l'hôpital, ni une fatalité : ce sont vos choix, ceux de la majorité et du président Macron.

Je veux le dire aux infirmiers et aux usagers : la course entre les patients et les brancards dans les couloirs, c'est un choix ; nous pouvons changer ça.

Les lits fermés, les services fermés, les maternités fermées, c'est un choix ; nous pouvons changer ça. (*Même mouvement.*)

Le refrain des gestionnaires sur le retour à l'équilibre et les restrictions budgétaires, c'est un choix ; nous

pouvons changer ça.

Citoyens, médecins, infirmiers, usagers, par le débat, par le combat, dans la rue et dans les urnes, nous devons changer ça ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Merci de nous avoir lu ce tract sur la question hospitalière, monsieur Ruffin !

Vous parlez de choix, mais vous aviez celui de soutenir la plus forte hausse de salaire des soignants jamais enregistrée dans l'histoire de notre pays. L'avez-vous fait ? Non, vous avez voté contre ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Vous aviez le choix de soutenir le plus grand plan d'investissement jamais proposé pour 3 000 hôpitaux et EHPAD, doté d'une enveloppe de 19 milliards d'euros. L'avez-vous fait ? Non ! Vous êtes pourtant très prompt, lors de nos déplacements dans les hôpitaux et les EHPAD de votre département, à vous gargariser des mesures prises par le Gouvernement et accueillies avec soulagement par les soignants ! (*Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

Vous voulez réduire la charge du personnel hospitalier. Vous avez donc sans doute pris vos responsabilités de parlementaire et de représentant élu de la nation et multiplié les appels à la vaccination auprès de la population. L'avez-vous fait ? Non, je ne crois pas ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Vous vous plaignez, comme nous, du manque de médecins. Vous avez donc sans doute aussi soutenu, en 2018, la loi relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, qui supprimait le numerus clausus. L'avez-vous fait ? Non, je ne crois pas.

M. Erwan Balanant. Eh non !

M. Olivier Véran, ministre . Au nom de vos responsabilités et de vos choix, avez-vous soutenu le plan budgétaire du Gouvernement visant à augmenter de 30 % le nombre d'infirmières et d'aides-soignantes en formation dans votre région cette année ?

M. Ugo Bernalicis. Ce n'est pas vrai !

M. Olivier Véran, ministre . Non, je ne crois pas. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Quant aux soignants à qui vous vous adressez, monsieur Ruffin, sachez que j'ai porté la blouse blanche dix ans, dont trois comme aide-soignant en EHPAD passés à m'occuper des personnes âgées sur quatre étages ! Vous voulez du pathos, je peux aussi en faire ! Le quotidien des soignants, je le connais. Nous les plaignons vous et moi pour leur charge de travail, mais la différence entre nous, c'est que je serai toujours à leurs côtés pour les soutenir et les tirer vers le haut alors que vous faites l'inverse depuis maintenant cinq ans ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Éric Coquerel. Ce n'est pas ce qu'ils pensent !

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4627

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [15 décembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 décembre 2021](#)